

N° 5227²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Malaisie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Putrajaya, le 21 novembre 2002

* * *

RAPPORT DE LA COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

(19.4.2004)

La Commission se compose de: M. Lucien WEILER, Président; M. Norbert HAUPERT, Rapporteur; MM. François BAUSCH, Alex BODRY, Emile CALMES, Lucien CLEMENT, Gast GIBERYEN, Gusty GRAAS, Jeannot KRECKE, Jean-Paul RIPPINGER, Serge URBANY et Claude WISELER, Membres.

*

1. ANTECEDENTS

La Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Malaisie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune et le Protocole y relatif ont été signés à Putrajaya (Malaisie) le 21 novembre 2002. Le présent projet de loi a été déposé à la Chambre des Députés le 30 octobre 2003 par Madame le Ministre des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur. Suite à l'avis favorable du Conseil d'Etat du 2 mars 2004, la Commission des Finances et du Budget a analysé le projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat au cours de sa réunion du 19 avril 2004. Lors de cette même réunion, elle a désigné Monsieur Norbert HAUPERT comme rapporteur et adopté le présent projet de rapport.

*

2. OBSERVATIONS GENERALES**2.1. Bref portrait de la Malaisie**

La Malaisie se situe juste au-dessus de l'Equateur, en plein cœur de l'Asie du Sud-Est. Ayant une surface de 329.758 km², la Malaisie est composée de deux ensembles distincts séparés par la Mer de Chine:

- La Malaisie péninsulaire (40% du territoire), bordée au nord par la Thaïlande et à l'extrême sud par l'Île de Singapour, et dont les côtes s'ouvrent sur l'Océan indien à l'ouest et la Mer de Chine à l'est;
- La Malaisie orientale, située sur une partie de l'île de Bornéo, qui comprend les Etats du Sabah et du Sarawak ainsi que le Territoire Fédéral de Labuan.

Sa capitale, Kuala Lumpur, située à l'ouest de la péninsule comprend 1,3 million d'habitants. Une nouvelle ville ultra-moderne, Putrajaya, à une trentaine de kilomètres au sud de Kuala Lumpur, devrait permettre de soulager la capitale actuelle en y regroupant, à terme, l'ensemble des bâtiments du gouver-

nement fédéral. Kuala Lumpur deviendra pour sa part un centre urbain entièrement consacré aux affaires.

La Malaisie était une colonie britannique et a obtenu son indépendance en 1957. Le Sabah, le Sarawak et Singapour ont adhéré en 1963 à la Fédération, mais Singapour en est sorti dès 1965.

2.2. Le développement économique de la Malaisie

La Malaisie a connu un fort développement économique au cours des 30 dernières années, ce qui fut aussi souligné par l'ancien Président de la Chambre de Commerce Américain-Malaisien, Nicholas Zefferys: „*This was not an economic miracle. It required hard work and was built up, brick by brick. It required a visionary and determined leadership. And it required the support and will of the people.*“ Depuis l'indépendance, l'économie malaisienne est passée d'une économie dépendante de l'exploitation des matières premières (étain et caoutchouc) à une économie industrielle diversifiée principalement fondée sur les investissements étrangers porteurs d'exportations.

Le pays est riche en ressources naturelles: la Malaisie est le premier producteur mondial d'huile de palme (10,5 mrd t/an), le troisième producteur de caoutchouc (700.000 t/an), un important producteur d'étain (6.100 t/an) et de bois (17 mio m³/an). Elle est également un exportateur net de pétrole (350.000 barils/jour) et de gaz.

A partir de 1987, le secteur manufacturier est devenu le principal moteur de l'économie. En moyenne, il a progressé de 10,4% par an de 1990 à 2000 et contribue entre-temps à 33% du PIB. L'industrie électronique représente 16% du PIB et la Malaisie compte parmi les plus importants fournisseurs mondiaux de composants électroniques et de semi-conducteurs. Le développement rapide de l'industrie basé sur la modernisation des infrastructures de transport et de télécommunication, la création de zones franches et la mise en place d'incitations fiscales pour les industries orientées vers l'exportation a su attirer les investisseurs étrangers.

Fin 2000, le stock d'investissements directs étrangers détenu par la Malaisie était de 54,3 milliards d'US-dollars soit 65% du PIB. Ce taux, qui illustre à merveille l'ouverture de l'économie malaisienne, est uniquement dépassé dans la région de l'Asie du Sud-Est par Hong Kong (255%) et Singapour (97,5%).

2.3. Les relations économiques de la Malaisie avec le Luxembourg

Le Luxembourg entretient depuis fin 1996 une ambassade à Kuala Lumpur. Le rapport d'activité 2002 du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur, de la Coopération et de la Défense indique au sujet de la Malaisie:

„(...) Les relations bilatérales ont connu un nouvel essor en 2002, ceci grâce à la première visite du Premier Ministre de la Malaisie, S.E. Dr. Mahathir Mohamad à Luxembourg. (...)

Les discussions lors de la visite ont, entre autres, porté sur la lutte contre le terrorisme international, le développement de la coopération économique et des relations en matière de transport aérien. La place financière luxembourgeoise et les expériences acquises dans le secteur des satellites ont par ailleurs particulièrement intéressé la délégation malaisienne. (...)

Le Ministre des Transports Grethen s'est, pour sa part, rendu en novembre pour une visite de travail à Kuala Lumpur. Deux accords ont été signés à cette occasion: un nouvel accord aérien du type „ciel ouvert“, qui devrait fournir l'occasion d'élargir une coopération déjà fructueuse dans ce domaine, de même qu'une convention de non-double imposition.“

Des chiffres récents du STATEC informent qu'après la crise économique en Asie du Sud-Est les relations économiques ont baissé pour reprendre lentement, sans pour autant avoir déjà rattrapé, l'ancien niveau.

Exportations du Luxembourg à destination de la Malaisie

<i>Spécification</i>	<i>1993</i>	<i>1998</i>	<i>1999*</i>	<i>2000*</i>	<i>2001*</i>	<i>2002*</i>	<i>2003*</i>
TOTAL	14.609	3.639	4.216	6.941	7.357	7.519	7.597
Animaux et produits du règne animal	0	0	0	0	129	0	115
Aliments, boissons, tabacs	0	5	0	0	23	30	26
Produits minéraux et énergétiques	0	0	0	0	1	0	0
Produits chimiques	6	11	15	437	1.069	252	23
Matières plastiques, caoutchouc	100	30	73	64	91	86	129
Peaux, cuir, pelleterie	0	0	0	0	0	1	0
Bois, liège	0	0	0	0	5	37	0
Papier et ses applications	0	24	125	124	89	225	177
Matières textiles et ouvrages en ces matières	456	129	106	0	72	375	479
Ouvrages en pierre, ciment, verre	21	5	140	320	191	253	50
Métaux communs et ouvrages en ces matières	11.041	1.862	2.439	4.512	3.594	2.967	4.498
Machines et appareils	2.977	1.563	1.277	1.306	2.020	2.963	1.887
Matériel de transport	0	0	24	118	25	231	165
Instruments de précision	8	11	7	60	49	100	40
Marchandises non classées ailleurs	0	0	9	0	0	0	8

* chiffres provisoires

Importations du Luxembourg en provenance de la Malaisie

<i>Spécification</i>	<i>1993</i>	<i>1998</i>	<i>1999*</i>	<i>2000*</i>	<i>2001*</i>	<i>2002*</i>	<i>2003*</i>
TOTAL	7.374	12.567	2.644	12.942	4.217	1.619	3.985
Animaux et produits du règne animal	0	0	19	28	2	36	29
Produits végétaux	1	0	4	9	10	1	6
Produits chimiques	0	0	187	109	229	206	94
Matières plastiques, caoutchouc	6.859	9.091	2.061	2.854	1.299	465	75
Peaux, cuir, pelleterie	0	5	1	5	0	0	0
Bois, liège	58	0	1	1	0	50	5
Papier et ses applications	5	0	0	1	0	2	4
Matières textiles et ouvrages en ces matières	15	0	0	0	0	0	0
Chaussures et accessoires de l'habillement	0	4	0	0	0	1	0
Métaux communs et ouvrages en ces matières	32	25	13	20	27	286	140
Machines et appareils	253	3.396	244	9.864	2.626	531	3.623
Instruments de précision	60	30	64	45	24	18	6
Marchandises non classées ailleurs	90	16	50	5	0	23	1
Objets d'art, antiquités	0	0	0	0	0	1	0

* chiffres provisoires

*

3. AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat a souligné que la conclusion de conventions de non-double imposition est „*un élément indispensable à la diversification de nos relations internationales. Elles facilitent les échanges et surtout les investissements des entreprises luxembourgeoises. Elles sont nécessaires à l'internationalisation de la place financière qui est devenue un des axes de son développement.*“

Quant à l'article unique du projet de loi, le Conseil d'Etat n'a formulé aucune observation. Par contre, il a soulevé une question concernant la définition du terme „national“ à l'article 27 de la Convention, visant sa compatibilité avec les dispositions du droit communautaire. Dans ce contexte, il s'agit de préciser que l'article 27 de la Convention vise la non-discrimination en matière d'imposition entre les nationaux des deux Etats contractants qui se trouvent dans la même situation, notamment au regard de la résidence. Cela signifie qu'un citoyen malaisien résidant au Grand-Duché ne peut être imposé autrement qu'un citoyen luxembourgeois ayant son domicile à Luxembourg. Le même principe est valable pour deux citoyens des deux Etats contractants résidant en Malaisie. Le droit fiscal luxembourgeois ne fait pas de différence entre un résident de nationalité luxembourgeoise et un résident de nationalité d'un autre pays. Par contre, dans une Convention bilatérale, le Luxembourg ne peut pas disposer que les nationaux d'un autre pays de l'Union Européenne résidant en Malaisie soient imposés de la même façon que les citoyens malaisiens qui y ont leur domicile. L'observation de la Haute Corporation paraît donc inopportune.

*

4. COMMENTAIRE DES ARTICLES

Etant donné que la Convention reprend dans ses grandes lignes les dispositions du modèle de convention de l'OCDE – qui est par ailleurs largement suivi par la grande majorité des conventions de

non-double imposition que le Luxembourg a signées –, il n'est pas utile de commenter tous les articles de la Convention. La Commission tient uniquement à signaler les quelques points suivants:

Ad article 2.–

Contrairement au modèle de convention de l'OCDE, la Convention se limite à une énumération exhaustive des impôts sur le revenu et la fortune dans les pays contractants. Cette énumération donne lieu à deux remarques. D'une part, le Protocole précise que l'impôt sur la fortune luxembourgeois „*n'est applicable qu'en vertu du droit fiscal luxembourgeois*“, car la Malaisie ne connaît pas un impôt comparable sur la fortune. D'autre part, l'impôt spécial sur les tantièmes est aboli depuis la loi du 21 décembre 2001 portant réforme de certaines dispositions en matière d'impôts directs et indirects, mais la signature de la Convention a eu lieu un certain temps avant le vote de la loi en question.

Ad article 3.–

Non seulement les personnes physiques possédant la nationalité d'un Etat contractant, mais aussi celles possédant la citoyenneté d'un Etat contractant sont désignées d'après cette Convention comme „national“.

Une autre spécificité de cette convention tient au terme „trafic international“. Ce terme est défini par „*tout transport effectué par un navire ou aéronef exploité par une entreprise d'un Etat contractant (...)*“.

Par le biais de ces deux définitions se distinguant du modèle de convention de l'OCDE, il est tenu compte de la législation et la pratique administrative malaises.

Ad article 4.–

Vu que l'expression „siège de direction effective“ n'est pas courante dans la législation et la pratique administrative malaises, il est prévu que les Etats résidents se mettent d'accord, si une personne morale assujettie à l'impôt est résident dans les deux pays contractants.

Ad article 5.–

Contrairement aux 12 mois proposés dans le modèle de convention, le chantier de construction ou de montage est considéré comme un établissement stable, si sa durée excède les neuf mois.

En outre, la Commission note que le paragraphe 5 mentionne explicitement les entreprises exerçant une activité de surveillance pendant plus de cinq mois en relation avec un chantier de construction ou de montage.

Finalement, la Commission partage l'avis de l'auteur du projet de loi que le sous-paragraphe b) „*s'écarter sensiblement du modèle de l'OCDE en stipulant qu'une personne agissant dans un Etat contractant dispose d'un établissement stable dans le premier Etat contractant, lorsque cette personne conserve dans cet autre pays un stock de marchandises appartenant à l'entreprise, au moyen duquel elle accepte et exécute régulièrement des commandes pour le compte de l'entreprise*“.

Ad article 7.–

Sur demande du partenaire malais, il fut inséré un paragraphe 5 dans cet article concernant les bénéfices des entreprises. Ce paragraphe précise la faculté de l'autorité compétente d'un pays contractant d'appliquer sa législation relative à la détermination de l'assujettissement à l'impôt d'une personne.

Ad article 10.–

Un paragraphe 3 fut ajouté à cet article prévoyant, selon l'exposé des motifs du projet de loi, „*sous certaines conditions qu'aucune retenue à la source n'est à prélever dans l'Etat de la source. Cette exemption s'applique lorsque les dividendes sont payés par une société qui est un résident de l'autre Etat contractant et que cette dernière a détenu une période ininterrompue de douze mois précédant la date du paiement des dividendes, directement une participation d'au moins 25 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes.*

De plus, l'exemption n'est accordée que si les dividendes distribués proviennent d'une activité industrielle ou commerciale effective dans l'Etat de la source, autre qu'une activité consistant à effectuer ou gérer des investissements, à moins qu'il ne s'agisse d'une activité exercée par une société bancaire ou d'assurance.

Cet ajout encourage, comme note aussi le Conseil d'Etat, les investissements directs.

Dans la définition du terme „dividende“, au paragraphe 4, ne sont pas repris les revenus provenant d'actions ou de bons de jouissance, les parts de mine et les parts de fondateurs. Sur demande de la délégation luxembourgeoise, le paragraphe 1er du Protocole apporte une précision de ce terme, à savoir que *„les parts de bénéfice touchées, du chef de sa mise de fonds dans une entreprise commerciale, industrielle, minière ou artisanale, par le bailleur de fonds rémunéré en proportion du bénéfice“* sont à entendre comme des dividendes dans la législation luxembourgeoise.

Ad article 11.–

Le paragraphe 3 stipule que les *„intérêts payés ou crédités à un résident du Luxembourg par une personne autorisée à exercer une activité bancaire en Malaisie, ou sur un prêt agréé, sont exempts d'impôt en Malaisie“*. Suite à une demande de la délégation malaise, le Protocole précise que le terme „prêt agréé“ est défini selon la loi sur l'impôt sur le revenu malaise.

Le paragraphe 4 prévoit que les intérêts reçus d'un gouvernement vers l'autre gouvernement des Etats contractants, tels que définis au paragraphe 5, sont exempts de l'impôt.

Ad article 12.–

L'imposition des redevances se distingue sensiblement du modèle de convention de l'OCDE. Il est prévu un partage du droit d'imposition entre l'Etat de la source et l'Etat de résidence. Un maximum à l'imposition du montant brut des redevances dans l'Etat de la source est fixé à 8 pour cent. La définition du terme „redevance“ comprend accessoirement les rémunérations pour l'„usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel“.

Ad article 13.–

Cet article 13, qui n'est pas proposé par le modèle de convention de l'OCDE, règle l'imposition des rémunérations pour services techniques.

Ad article 22.–

Dans l'intention de favoriser l'échange de professeurs et de chercheurs, ces personnes sont exemptes d'impôt pour leurs activités enseignantes et de recherche dans l'autre Etat contractant pendant une période ou des périodes cumulatives ne dépassant pas les deux ans.

Ad article 23.–

Les types de revenu non mentionnés dans cette Convention sont soumis à l'imposition dans l'Etat de la source.

Ad article 25.–

Selon la Convention, le Luxembourg appliquera l'exemption avec réserve de progressivité pour les impôts sur les revenus et la fortune. Par contre, la méthode d'imputation a été retenue pour les dividendes, les intérêts, les redevances et les rémunérations pour services techniques. Le partenaire malais a opté pour la plupart des revenus pour la méthode de l'imputation.

Le sous-paragraphe c) prévoit l'assujettissement à un impôt fictif des intérêts, des redevances et des rémunérations pour services techniques. Selon les auteurs du projet de loi, cette imputation d'un impôt fictif *„à concurrence de l'impôt qui aurait été dû en Malaisie en l'absence des exemptions ou des réductions conformes aux mesures spéciales de la législation malaise prévoyant des encouragements pour la promotion du développement de l'industrie, de l'infrastructure, du tourisme et de l'agriculture. Cet impôt est censé avoir été payé au taux de 10 pour cent pour les intérêts et de 8 pour cent pour les redevances et les rémunérations pour services techniques. Cette mesure de faveur est limitée à une période de 10 ans commençant le 1er janvier de l'année civile suivant l'année au cours de laquelle la Convention entre en vigueur et pourra être prolongée par voie d'accord amiable entre les autorités compétentes.“* Ce sous-paragraphe s'avère très important dans le but d'endiguer des plus-values pour le Trésor du Grand-Duché à cause des exonérations fiscales malaises dans les domaines de la promotion du développement de l'industrie, de l'infrastructure, du tourisme et de l'agriculture.

Compte tenu de ce qui précède, la Commission recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi sous rubrique tel que déposé par le gouvernement.

*

TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

Article unique.— Sont approuvés la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Malaisie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et le Protocole y relatif, signés à Putrajaya, le 21 novembre 2002.

Luxembourg, le 19 avril 2004

Le Rapporteur,
Norbert HAUPERT

Le Président,
Lucien WEILER

